



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LEXY AUTO PIECES OCCASION

47 route de Longwy
54720 Lexy

Références : 2025_1246
Code AIOT : 0006200327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement LEXY AUTO PIECES OCCASION implanté 47 route de Longwy lieudit Moulure 54720 Lexy. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de contrôle résultant de la visite du 13/06/2024 avec vérifications supplémentaires relatives à l'action nationale 2025 de la filière REP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEXY AUTO PIECES OCCASION
- 47 route de Longwy lieudit Moulure 54720 Lexy
- Code AIOT : 0006200327

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Lexy Auto Pièces occasion assure l'entreposage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage (VHU) en vue de leur élimination via une filière dédiée.

Cette activité est complétée par la vente de pièces et de véhicules d'occasion.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 V	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
5	Dossier Installation classée	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4	Sans objet
7	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux attendus des points non conformes relevés lors de la visite du 13/06/2024 sauf concernant celui de la zone de rétention des eaux d'extinction d'incendie qui se

trouve en travaux et par conséquent non opérationnelle.

Il n'est pas ailleurs pas démontré que le volume des moyens de rétention respectent les dispositions réglementaires, une justification en ce sens est à transmettre à l'inspection.

Les points suivants relatifs à l'action nationale 2025 de la filière REP doivent être revus :

- transmettre à l'inspection les notifications des contrats des systèmes individuels communiquées par INDRA et/ou les contrats concernant les systèmes individuels partenaires,
- mettre en place les bordereaux de suivi VHU dans le système Trackdéchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant a contractualisé avec le mandataire INDRA qui réalise la mise en relation de l'exploitant avec le système individuel. L'exploitant a présenté la liste des systèmes individuels auxquels il est lié. Cependant, contrairement à l'art 12.1 du contrat INDRA signé le par l'exploitant, stipulant "Le présent contrat de gestion entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'agrément du Système Individuel et pour la durée dudit agrément.....INDRA en sa qualité du mandataire du Producteur, <u>notifiera par lettre circulaire</u> à l'attention du centre VHU la date d'agrément de son Système Individuel, qui rendra opposable audit Centre VHU la date d'entrée en vigueur du Contrat.", la notification transmise par INDRA n'a pas été présentée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - L'exploitant transmettra à l'inspection les notifications des contrats des systèmes individuels communiquées par INDRA et/ou les contrats concernant les systèmes individuels partenaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : II-R. 543-155-1 : Tout centre VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 peut réaliser les opérations de gestion de tout véhicule hors d'usage correspondant à la catégorie d'agrément de l'éco-organisme. Il peut laisser, en l'état, à disposition des systèmes individuels les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26. Tout centre VHU ne disposant pas d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ne peut réaliser que les opérations de gestion de véhicules hors d'usage pour lesquelles il dispose d'un contrat conclu avec le système individuel du producteur de ces véhicules. Il laisse, en l'état, à disposition des autres systèmes individuels ou éco-organismes les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.
Constats : L'exploitant est lié par contrat via le mandataire INDRA à plusieurs systèmes individuels. L'exploitant déclare ne traiter que des véhicules hors d'usage (VHU) appartenant aux systèmes individuels partenaires. Un sondage des VHU entrants via le logiciel OPISTO a confirmé cela. Cependant, les notifications des contrats des divers systèmes individuels n'ont pas été présentés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - L'exploitant transmettra à l'inspection les notifications des contrats des systèmes individuels communiquées par INDRA et/ou les contrats concernant les systèmes individuels partenaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'exploitant déclare réceptionner sans frais le véhicule hors d'usage remis par le détenteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
Constats : - L'exploitant est enregistré dans Trackdéchets. - Les déchets dangereux issus de l'activité (huiles noires, pot catalytique, batteries au plomb, boues d'hydrocarbures) sont suivis via le logiciel. Un sondage a démontré ce suivi (deux derniers bordereaux de suivis N° 20250711-SYXVJYWBX du 11/07/2025, N° 20250912-HYD37196V du 12/09/2025). - Cependant, l'exploitant ne dématématise pas de bordereau de suivi VHU (BSVHU) dans le système Trackdéchets lors de la réception d'un VHU. De plus, il déclare ne pas avoir connaissance de cette procédure. Un certificat de destruction est affecté au VHU entrant puis suivi par le logiciel dédié OPISTO. L'intégralité des VHU sortants est expédiée vers la Belgique. La traçabilité est assurée par l'édition des annexe III et VII. L'exploitant a présenté les documents. L'absence de dématématisation d'un bordereau de suivi dans le système trackdéchets à réception d'un VHU constitue une non-conformité au regard de la réglementation en vigueur depuis le 1er janvier 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - L'exploitant doit intégrer les BSVHU (version dématématisée) ou s'assurer de leur présence dans le système trackdéchets pour fiabiliser la traçabilité des VHU. - L'exploitant doit attester de la mise en œuvre de cette procédure pour l'ensemble des VHU réceptionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Dossier Installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier Installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; - le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; - le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; - le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ; - les consignes de sécurité ; - les consignes d'exploitation ; - le registre de déchets. - les fiches de suivi du décanteur ; - les bordereaux de suivi des déchets. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un dossier numérisé reprenant les éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 V
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention incendie
Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : -du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part; -du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part; -du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe; -les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
Constats : - Le volume envisagé de la zone de rétention des eaux d'extinction d'incendie serait de 127 m3 (une partie de 82 m3 en bâtiment et une seconde de 45 m3 sans couverture). Le besoin en eau a été validé par le SDIS à 120 m3.

<p>- Le volume nécessaire de l'aire de confinement des eaux d'extinction d'incendie est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; <p>En l'espèce, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les volumes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volume de produit libéré par un incendie; - Volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par m2 de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement externe. (Le projet de la zone de rétention ayant une partie en extérieur de bâtiment, l'aire de rétention est considérée comme un ouvrage de confinement externe). <p>Par conséquent, le volume réglementaire nécessaire au confinement des eaux d'extinction d'incendie n'est pas vérifiable.</p> <p>- Les eaux d'extinction d'incendie non polluées seront évacuées de la zone par gravité.</p> <p>- De plus, au jour de la visite, la zone de confinement des eaux d'extinction d'incendie est en cours de travaux et par conséquent non fonctionnelle. L'exploitant s'est engagé oralement le jour de la visite puis a confirmé par mail en date du 06/11/2025 à finaliser les travaux avant fin mars 2026.</p>
--

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- L'exploitant fournira les justificatifs de dimensionnement de l'aire de confinement des eaux d'extinction d'incendie en tenant compte des trois critères de calcul énoncés par l'article 25 V cité supra, en l'espèce:</p> <p>L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe; <p>- L'exploitant fournira une photographie de finalisation des travaux de la zone de rétention des eaux d'extinction d'incendie au plus tard le 31 mars 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 7 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau,</p>

poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

[...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles [...].

Constats :

- L'installation dispose d'extincteurs, de détecteurs incendie et de deux poteaux incendie situés à moins de 100 mètres, disposant d'un débit minimal de 60 m³/h sous une pression de 1 bar minimum (Point d'eau n°106 à 95 m - débit 150 m³/h et point d'eau n° 60 à 76.5 m - débit 138 m³/h) selon le document présenté.
- Le plan de localisation des extincteurs et des détecteurs d'incendie a été présenté.
- Les extincteurs ont été contrôlés le 18/11/2024.

Type de suites proposées : Sans suite